

Que reste-t-il des rêves arméniens en Artsakh , OTC

Les derniers messages de l'Artsakh arménien

[Les derniers messages de l'Artsakh arménien - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](http://armenews.com)

A tous nos frères chrétiens qui n'ont pas voulu nous entendre,

Les derniers messages de l'Artsakh arménien

Le secrétariat du diocèse d'Artsakh indique que tous les religieux arméniens ont quitté l'Artsakh et pris le chemin de l'exil avec leurs fidèles. Une dernière liturgie a été a été célébrée par le diacre Hrayr Hagopyan dans la cathédrale de la Protection de la Sainte Mère de Dieu de Stepanakert au moment où les derniers Arméniens quittaient la capitale de la République d'Artsakh : Ստեփանակերտի Մայր տաճարում վերջին պատարագն է կատարում Հրայր Սարկվազը



Les religieux qui se trouvaient à Dadivank ont également été évacués et au sud, le célèbre monastère d'Amaras qui renferme le tombeau de Saint Grigoris est désormais occupé par la soldatesque azérie. Nous ne disposons pas encore d'informations sur le sort des autres sanctuaires, dont le grand monastère de Gantzassar.



Un groupe de membres et de cadres de la « Protection civile et des situations d'urgences » est demeuré en Artsakh pour assurer la recherche des corps des dernières victimes et les personnes isolées (vieillards et handicapés physiques) qui n'ont pas encore été évacués. En marge de leur mission, ils se sont réunis dans la cathédrale de la Protection de la Sainte Mère de Dieu pour une prière commune avant que la ville en soit investie par les azéris.

Diacre Sahak Sukiasyan



Nouvelles d'Arménie Magazine

2 octobre 2023

Ville morte, la seule vidéo qui existe

[Ville morte, la seule vidéo qui existe - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](http://armenews.com)

Une seule équipe de télé est parvenue à pénétrer dans Stepanakert, ville morte car abandonnée en urgence par ses habitants. C'est une équipe de la chaîne qatari, Al Jazeera qui obtenu la possibilité de voir cette terrible réalité.

3 octobre 2023

Les images du Haut-Karabakh vidé de sa population après un exode massif

INTERNATIONAL - L'Azerbaïdjan [et l'Arménie se regardent en chiens de faïence](#) dans le silence revenu des montagnes. Le poste-frontière de Latchine, entre l'Arménie et le Nagorny Karabakh, la seule route qui relie les deux territoires, est désormais plongé dans la torpeur.

Après neuf jours de panique [et un exode continu des Arméniens de l'enclave](#) sur la route qui serpente, la frontière est déserte. Pour la première fois en 30 ans, une mission de l'ONU est arrivée dimanche dans l'enclave pour évaluer les besoins humanitaires sur place.

Très peu d'informations filtrent sur la situation à Stepanakert désertée de sa population (55.000 habitants), après l'offensive éclair et victorieuse de Bakou et la capitulation des séparatistes le 20 septembre dernier. La ville, que Bakou appelle Khankendi, est toujours inaccessible à la presse pour des raisons de « *sécurité* ».

Aucune destruction observée par la mission de l'ONU

La mission de l'ONU n'a vu aucune destruction ni recueilli aucun témoignage concernant des [violences contre les civils](#) depuis le cessez-le-feu, a indiqué un porte-parole lundi. Ses membres ont notamment visité Stepanakert. « *Dans les parties de la ville visitées* », l'équipe n'a « *vu aucun dommage aux infrastructures publiques civiles, notamment hôpitaux, écoles et logements, ou aux infrastructures culturelles et religieuses* », a indiqué le porte-parole de l'ONU

Stéphane Dujarric, notant toutefois qu'« *aucun magasin ne semblait ouvert* ». Ils n'ont pas vu non plus de destruction d'infrastructures agricoles ni d'animaux morts.

« *Al Jazeera donne des nouvelles depuis Khankendi/Stepanakert sur l'exode des Arméniens : " Ils nous disent qu'ils n'ont trouvé aucun cas de personnes forcées de quitter leur domicile, confrontées à des abus ou bafouées dans leurs droits."* »



Les images du Haut-Karabakh vidé de sa population après un exode massif © Fournis par Le Huffington Post

« *Nos collègues ont été frappés par la soudaineté [avec laquelle la population locale a fui](#), et par la souffrance que l'expérience leur a causée* », a toutefois ajouté le porte-parole de l'ONU. Toutefois, « *ils n'ont recueilli aucune information, de la part de la population ou d'autres, sur des violences contre des civils suite au dernier cessez-le-feu* ».

La mission s'est rendue sur un point de contrôle à la frontière entre le Nagorny Karabakh et l'Arménie, a précisé en fin de journée un porte-parole du ministère azerbaïdjanais des Affaires étrangères. De son côté, la cheffe de la diplomatie française, Catherine Colonna, a annoncé qu'elle se rendrait mardi en Arménie pour « *réaffirmer le soutien de la France à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Arménie* ». Paris avait déploré que l'Azerbaïdjan n'ait consenti à la mission de l'ONU qu'après l'exode massif d'Arméniens.



Les images du Haut-Karabakh vidé de sa population après un exode massif (Photo d'une voiture de police azerbaïdjanaise contrôlant une route vide à Stepanakert le 2 octobre 2023) © Fournis par Le Huffington Post

Les séparatistes arméniens, qui ont contrôlé le Nagorny Karabakh pendant trois

décennies, après la dislocation de l'URSS, ont capitulé la semaine dernière, face une offensive éclair de l'Azerbaïdjan qui a fait près de 600 morts dans son sillage.

Depuis, l'enclave a été désertée par ses habitants, avec plus de 100.000 réfugiés – sur les 120.000 habitants y vivant officiellement – ayant fui en Arménie par crainte de représailles de l'Azerbaïdjan, faisant craindre une crise humanitaire majeure.

« *Faut que les gens vivent* »

Dimanche, le poste-frontière entre l'Arménie et le Nagorny Karabakh, situé sur le corridor de Latchine, la seule route qui relie les deux territoires, était désert, a constaté une journaliste de l'AFP.

La présidence azerbaïdjanaise a annoncé dimanche qu'un service des migrations avait commencé à fonctionner dans la principale ville du Nagorny Karabakh, Khankendi (Stepanakert en arménien) pour enregistrer les habitants restants et assurer « *leur réinsertion durable* » à la société azerbaïdjanaise.

Le gouvernement central a « *également commencé à mettre en place les services médicaux appropriés* » dans la ville, selon le communiqué. Nazeli Baghdasaryan, porte-parole du Premier ministre arménien, a de son côté indiqué que « *le transfert des personnes déplacées de force touche à sa fin, avec 100.514 réfugiés arrivés en Arménie* », dimanche soir. Parmi eux, 47.322 se trouvent dans des logements fournis par l'État, a-t-elle ajouté.

La veille, l'ancien médiateur des droits du Nagorny Karabakh, Artak Beglarian, a affirmé que seules « *quelques centaines de fonctionnaires, d'urgentistes et de personnes ayant des besoins spéciaux* » restaient sur place.

Dans leur fuite, au moins 170 personnes ont péri dans l'explosion lundi d'un dépôt de carburant, qui a aussi fait 349 blessés, la plupart souffrant de graves brûlures.

Journal de prière

L'Arménie, à majorité chrétienne, a pour sa part célébré dimanche un jour de prière pour le Nagorny Karabakh. À Erevan, la cathédrale Saint-Sarkis était selon les fidèles inhabituellement pleine dimanche matin.

Le conflit au Nagorny Karabakh « *est juste de la politique, pas une histoire de religion : l'Azerbaïdjan est une dictature, a du pétrole et du gaz et l'Europe n'a pas besoin de nous* », a dit à l'AFP Ararat Havseian, un Irano-arménien.

Dimanche, le pape François a lui appelé au « *dialogue* » entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie pour mettre fin à « *la crise humanitaire* », avec le soutien de la communauté internationale.

Le flux chaotique des réfugiés a ravivé les accusations d'un « *nettoyage ethnique* » et Erevan a lancé un nouvel appel à la Cour internationale de justice (CIJ), réclamant des mesures urgentes pour protéger les habitants de l'enclave.

L'Azerbaïdjan réfute ces accusations et assure aux habitants de l'enclave qu'ils sont libres de partir ou de rester, a indiqué samedi à l'AFP Hikmet Hajiyev, un conseiller du président azerbaïdjanais. « *Nous nous abstenons délibérément de mettre des drapeaux azerbaïdjanais, nous savons qu'il reste des civils et nous connaissons leurs craintes* », a-t-il déclaré.

Accusations de terrorisme

Des pourparlers entre officiels azerbaïdjanais et responsables arméniens de l'enclave étaient prévus ce lundi à Stepanakert. Des négociations entre le président azerbaïdjanais Ilham Aliev et le Premier ministre arménien Nikol Pashinian sont également attendues jeudi à Grenade en Espagne, sous médiation occidentale, pour régler leurs différends historiques.

Les peurs des réfugiés sont nourries, selon Erevan, par une série d'« *arrestations illégales* », bien que les autorités azerbaïdjanaises se soient engagées à permettre de partir aux rebelles qui rendraient leurs armes.

Plusieurs responsables de l'enclave ont été placés en détention, accusés de « *terrorisme* » et d'autres crimes.

Dimanche, le procureur général azerbaïdjanais, Kamran Aliev, a annoncé enquêter sur de possibles crimes de guerre commis par 300 responsables séparatistes qu'il a appelé à se rendre aux autorités.

Haut-Karabakh : le dirigeant arménien promet de rester jusqu'à la fin des opérations de secours

Malgré [sa capitulation face à l'Azerbaïdjan](#), le dirigeant de l'enclave séparatiste du Nagorny Karabakh, le nom russophone du Haut-Karabakh, a promis de rester dans la capitale, au moins jusqu'à la fin des opérations de recherche et de secours. Samvel Shahramanian restera à Stepanakert « avec un groupe de responsables » pour retrouver « les morts et les personnes disparues à cause des opérations militaires », a déclaré le gouvernement de cette république autoproclamée dans un communiqué de ce lundi. L'offensive de 24 heures lancée par Bakou les 19 et 20 septembre dans cette enclave peuplée majoritairement d'Arméniens a fait près de 600 morts. Elle a aussi poussé sur la route [plus de 100 000 habitants du Haut-Karabakh, qui ont fui vers l'Arménie](#) par crainte de représailles de l'Azerbaïdjan. **VIDÉO. Haut-Karabakh : plus de 66 000 personnes fuient le territoire, l'Arménie dénonce un « nettoyage ethnique »** Au moins 170 d'entre eux ont toutefois péri en tentant de partir, [dans l'explosion d'un dépôt de carburant](#) situé sur l'unique route reliant le territoire à l'Arménie. De nombreux automobilistes avaient fait une halte dans cette station située en périphérie de Stepanakert, l'une des rares encore en service. Le gouvernement séparatiste a aussi assuré « continuer à se concentrer sur la situation des citoyens qui veulent déménager en Arménie ». Les tensions au plus haut Le ministère arménien de la Défense a accusé lundi l'armée azerbaïdjanaise d'avoir « ouvert le feu » avec des armes légères sur un véhicule transportant de la nourriture pour les troupes d'Erevan dans une région frontalière. Le ministère azerbaïdjanais de la Défense a « réfuté fermement » cette information, dans un communiqué. Déjà au cœur de deux guerres entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan,

l'une dans les années 1990 et l'autre en 2020, l'indépendance proclamée par la république autoproclamée du Nagorny Karabakh n'avait été reconnue par aucun État membre de l'ONU. Le Nagorny Karabakh, à majorité chrétienne, avait fait sécession de l'Azerbaïdjan à majorité musulmane à la désintégration de l'URSS. Depuis [l'exode massif des populations](#), Erevan accuse Bakou [de mener un « nettoyage ethnique »](#) dans le territoire. L'Azerbaïdjan nie, et assure au contraire vouloir « réintégrer » les résidents arméniens du Nagorny Karabakh, qu'il appelle à rester. Les journalistes de l'AFP ont observé lundi l'arrivée d'un bus transportant des responsables qui prévoient d'ouvrir dans la ville un bureau de « réintégration » pour enregistrer les habitants d'origine arménienne qui souhaitent rester.

La Figaro

1 octobre 2023

[Haut-Karabakh : «La haine contre les Arméniens a atteint son paroxysme dans mon pays» \(lefigaro.fr\)](#)

Haut-Karabakh : «La haine contre les Arméniens a atteint son paroxysme dans mon pays»

Blogueur azerbaïdjanais réfugié en France, Mahammad Mirzali explique comment la haine des Arméniens est alimentée dans son pays par la propagande du gouvernement.

Dix jours après une offensive éclair de l'Azerbaïdjan, la population de l'enclave arménienne du Haut-Karabakh a presque entièrement déserté son territoire. Plus de [100.000 réfugiés ont fui en Arménie](#) par crainte de représailles des soldats azéris. Les autorités de la petite république du Haut-Karabakh ont annoncé [la dissolution des institutions le 1er janvier 2024](#).

Le blogueur azerbaïdjanais [Mahammad Mirzali](#) a été arrêté et torturé dans son

pays pour avoir dénoncé la corruption de la classe politique. Réfugié en France depuis 2016, il a subi plusieurs tentatives d'assassinat sur le sol français, et vit sous protection policière.

LE FIGARO. - Le président Aliiev a promis de respecter les droits des Arméniens du Haut-Karabakh. Malgré cela, [la population a fui en masse](#). Devrait-elle faire confiance à la parole du chef d'État ?

MAHAMMAD MIRZALI. - Les Arméniens ne sont pas fous. Ils ont vu, comme vous et moi, sur les réseaux sociaux, des vidéos où l'on aperçoit des soldats azéris un couteau à la main, disant être pressés de couper des têtes. Aliiev parle de protéger les droits des Arméniens du Haut-Karabakh et en même temps, il les force à s'exiler de leurs maisons. S'il était vraiment le bon président qu'il prétend être, comment accepterait-il l'exode de sa population ? Tout cela n'est que mensonges.

Vous suivez de près les réseaux sociaux de votre pays. Comment la victoire éclair dans le Haut-Karabakh a-t-elle été accueillie en Azerbaïdjan ?

La victoire dans le Haut-Karabakh est unanimement célébrée en Azerbaïdjan. Les chaînes de télévision publiques se félicitent à l'idée qu'enfin, les Azerbaïdjanais qui ont fui lors de la première guerre du Haut-Karabakh (de 1988 à 1994, NDLR) retournent chez eux à Khankendi (nom azéri donné à Stepanakert, la capitale du Haut-Karabakh).

Sur les chaînes *Telegram* (souvent gérées par l'État via ses fermes à troll), les participants à la guerre se vantent sans vergogne de couper des têtes, de pratiquer des châtiments corporels aux soldats ou aux civils arméniens. Déjà en 2020, de nombreux soldats azéris étaient revenus de la guerre avec un doigt, ou plus souvent une oreille d'Arménien, pour le ramener chez eux comme un trophée. Demandez aux Arméniens qui ont récupéré le corps de leurs soldats : beaucoup vont vous dire qu'il manque une oreille. Quand ce n'est pas la tête entière... Et on peut voir ces images partout, y compris sur des médias gouvernementaux !

Parfois, ces atrocités se font au nom de l'Islam. Par exemple, on voit dans certaines vidéos des soldats azerbaïdjanais décapiter des civils ou des soldats

arméniens au cri de «*Allahu Akbar*». Ce sont les mêmes techniques que Daesh en Irak ou en Syrie. D'ailleurs, en 2020, les Turcs avaient fait appel à des mercenaires de Syrie pour combattre les Arméniens. Il y a plus d'une preuve de cela.

Que pensez-vous des intellectuels comme l'historien Vincent Duclert, qui voit dans ces événements la continuité du génocide arménien ?

C'est malheureusement vrai. La haine contre les Arméniens a atteint son paroxysme ces dernières années dans mon pays. Malgré tous les problèmes internes de pauvreté, de chômage, le président Aliiev ne parle que des Arméniens. Regardez sa chaîne YouTube, c'est l'unique sujet ! Et il inculque cette haine jusque chez les plus jeunes. Dans les dessins animés à la télé, les méchants sont toujours des soldats arméniens. À l'école, dans les livres scolaires, l'Arménie est appelée l'«*Azerbaïdjan occidental*» et les Arméniens sont mentionnés comme des chiens, des barbares qui coupent les têtes des Azerbaïdjanais.

Tous mes concitoyens exilés dans les pays européens et qui critiquent Aliiev sont accusés d'être payés par les Arméniens. Moi-même, depuis que j'ai quitté le pays en 2016, je continue d'être présenté dans les médias affiliés à l'État comme un blogueur acheté par l'Arménie. J'aimerais bien être payé, moi... (rires). Début septembre, ils ont même accusé d'être à la solde du président Macron ! Ils n'aiment pas les Français non plus, car ils les voient comme les défenseurs des Arméniens.

Y a-t-il eu une recrudescence du discours de haine anti-Arméniens ces dernières semaines, avant l'attaque du Haut-Karabakh ?

On a surtout vu la répression se durcir. La semaine précédant l'attaque, plusieurs journalistes et activistes azerbaïdjanais ont été arrêtés et emprisonnés pour s'être exprimés contre la guerre. Mon ami journaliste Nurlan Kahramanov a été arrêté le 21 septembre et le tribunal l'a condamné à 30 jours de détention. Son avocat a déclaré à la presse qu'il avait été torturé avant son arrestation. Le gouvernement azerbaïdjanais oblige tout le monde à être en faveur de la guerre. Sinon, c'est l'arrestation et la prison. En même temps, tous les journaux et radios du pays célèbrent Aliiev comme un héros invincible. Huit jours après la victoire dans le Haut-Karabakh, les kiosques des librairies sont déjà remplis d'un livre célébrant

la victoire, avec la photo du président en couverture ! Et Aliev multiplie les déclarations sur Zanghezour (le corridor au sud de l'Arménie, le long de la frontière avec l'Iran, ndlr). Il se pourrait que ce soit son prochain objectif.

La Figaro

1 octobre 2023

[Haut-Karabakh : «Nous assistons à une entreprise génocidaire qui a 130 ans» \(lefigaro.fr\)](https://www.lefigaro.fr)

Haut-Karabakh : «Nous assistons à une entreprise génocidaire qui a 130 ans»

INTERVIEW - Pour l'historien Vincent Duclert, le monde doit prendre conscience que la guerre de l'Azerbaïdjan contre le Haut-Karabakh s'inscrit dans la continuité du génocide entamé au XIXe siècle.

Ancien directeur Centre Raymond Aron (CESPRA), l'historien Vincent Duclert a été notamment chargé du rapport sur le rôle de la France dans le génocide des Tutsi au Rwanda en 2021. Il publie Arménie, un génocide sans fin et le monde qui s'éteint aux éditions des Belles Lettres (2023).

LE FIGARO. - Au moment où le Haut-Karabakh connaît [la fin de son existence](#) , vous publiez un ouvrage sur le «*génocide sans fin* » dont fait l'objet le peuple arménien dans le Caucase. Qu'est-ce qui vous a amené à écrire sur le sort de ce peuple ?

VINCENT DUCLERT. - Je n'ai personnellement aucun lien avec les Arméniens. Mais en tant qu'historien, j'estime que c'est mon devoir d'expliquer que ce que vit ce peuple nous interroge tous. Ils portent en eux l'histoire universelle. D'une part, parce qu'ils ont été victimes du premier génocide du monde, grâce auquel on a pu comprendre ce qu'est un processus génocidaire - qui a commencé pour eux dès

1894 par les grands massacres en Anatolie et à Constantinople.

D'autre part, parce qu'ils portent un savoir de reconstruction qui est absolument inouï. Ce qu'a prouvé depuis 33 ans la petite république autoproclamée du Haut-Karabakh, sans reconnaissance et très isolée, est plus que de la résilience. Alors même qu'on leur interdisait tout avenir sur terre, les Artsakhiotes (*Artsakh est le nom arménien du Haut-Karabakh, ndlr*) se sont redonnés des horizons à travers les livres, l'art, la langue. C'est absolument prodigieux. Si on les abandonne, on renonce à ce savoir universel dont ils sont porteurs.

Qu'est-ce qui vous fait dire que les événements actuels s'inscrivent dans la continuité du génocide arménien ?

Ma thèse est de dire que cette guerre d'agression, particulièrement violente, se double d'une guerre d'extermination, dans la continuité du génocide de 1915.

Rappelons l'histoire. À la veille de la Première Guerre mondiale, Bakou (*actuelle capitale de l'Azerbaïdjan, ndlr*), peuplée de musulmans turcophones, fait partie des horizons territoriaux et idéologiques des Jeunes-Turcs, mouvement politique nationaliste qui veut transformer l'empire ottoman multiconfessionnel et multinational en un état nation avec une seule race turque. L'Arménie est alors est partagée entre deux entités : deux tiers dans l'empire ottoman sous le nom d'Arménie occidentale, et un tiers dans l'empire russe et l'empire perse, l'Arménie orientale.

Le génocide des Arméniens, avec un processus engagé dès 1894 avec différents pogroms, atteint sa phase paroxysmique en 1915. L'Arménie occidentale est éradiquée. À la fin de la Première Guerre mondiale, la victoire des Alliés fait espérer une réparation lorsque ceux-ci constatent un crime contre l'humanité - terme qui apparaît pour la première fois - et promettent aux Jeunes-Turcs le verdict des tribunaux. Mais le traité de Sèvres est abandonné. Et Mustafa Kemal, qui prend le pouvoir, parachève le génocide comme l'a démontré récemment l'historien Raymond Kévorkian. Après celle du Haut-Karabakh, la destruction totale de l'Arménie est la prochaine perspective. Les Arméniens d'Arménie vont perdre leur État très affaibli, qui correspond aujourd'hui grosso modo à l'Arménie orientale issue de l'ancien empire russe. Il va être attaqué tôt ou tard par l'axe turco-azéri.

On a l'obligation de dire ce qu'il se passe : on assiste à une guerre de destruction.

À quels signes voyez-vous cela ?

Les éléments que j'apporte dans mon livre sont incontestables. Il y a eu plusieurs «*red flags*» dès 2020, lors de la «*guerre des 44 jours*», révélant qu'une guerre d'extermination se logeait dans la guerre d'agression. Des crimes de guerre documentés; des mots d'ordre appelant au ciblage des Arméniens; des actes de tortures sur des militaires prisonniers. Dans une simple guerre territoriale, vous ne désignez pas l'ennemi comme le mal absolu !

Plus récemment, la fermeture du corridor de Latchine en décembre dernier s'inscrit véritablement dans la continuation du génocide. Cette route, seule voie reliant l'enclave au reste du monde, a subi un blocus azéri qui s'est intensifié au fil des mois, amenant les 120.000 Artsakhiotes à subir la torture de la faim, et bientôt la mort lente. Finalement, Bakou a changé de tactique en attaquant par les armes, ce qui a permis aux habitants de fuir. Mais cela m'a frappé de voir, sur les photos des réfugiés, les enfants du Haut-Karabakh totalement émaciés, les joues creuses. La volonté intentionnelle d'affamer une population ciblée relève de l'article II de la Convention de Genève, qui définit le génocide comme «*un crime commis dans l'intention de détruire, ou tout, ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux*». Nous assistons à une entreprise de déconstruction qui a 130 ans.

Quelle réaction auriez-vous espéré du monde et de la France face à ces événements ?

Emmanuel Macron a eu des mots très définitifs pour condamner l'Azerbaïdjan. Mais les États font de la politique, ils ne font pas de la morale. Constaté la continuation d'un génocide, en droit, obligerait la communauté internationale à intervenir. Or, le rapport de force actuel au Caucase n'est absolument pas en faveur des Occidentaux. L'historien, lui, aligne des données et fait des constats. À chacun son rôle. D'autant que l'on constate une méconnaissance de la situation des Arméniens en Occident. C'est assez largement dû à l'entreprise de négationnisme des Turcs et des Azéris, qui progresse dans nos pays.

Le négationnisme progresse vraiment ?

Oui ! Le négationnisme sur les chambres à gaz n'est porté étatique que par l'Iran. Le génocide des Arméniens est la matrice identitaire des Turcs et des Azéris. Toute leur diplomatie est mobilisée, et ils mènent des actions judiciaires

en tous sens contre toute allusion au génocide arménien. Ce sont des réseaux extrêmement puissants : pensez que jusqu'en 2021, la Turquie a été capable d'empêcher la reconnaissance de ce génocide par Washington, alors même qu'elle faisait partie des promesses de campagne d'une grande partie des présidents américains !

A minima, nos concitoyens doivent se forger une conscience historique, qui est la force des démocraties. Ils doivent aussi se rappeler quelles sont [les grandes pages de l'histoire de France liées aux Arméniens](#). Il ne s'agit pas seulement de rendre justice à ce peuple qui, en dépit de tout, a développé des capacités de résistance assez exceptionnelles qu'il faut saluer. Mais un génocide est un crime contre l'humanité : l'humanité est concernée. Un rappel intéressant : à la fin du XIXe, en France, de grands noms comme Jaurès, Péguy, Denys Cauchin se sont mobilisés pour dénoncer la «*guerre d'extermination*» qui se déroule en Arménie. Or, quelques mois plus tard, les mêmes s'engagent pour défendre Dreyfus. Péguy écrira en substance : on n'a pas pu sauver les Arméniens, on sauvera Dreyfus. Certainement, leur combat pour les Arméniens les aura aidés à mieux s'engager.

Humanité

2 octobre 2023

[Haut-Karabakh : l'aide militaire déterminante de Tel-Aviv à Bakou \(humanite.fr\)](#)

Haut-Karabakh : l'aide militaire déterminante de Tel-Aviv à Bakou

Livraison d'armes et renforcement des liens diplomatiques contre exportation de pétrole : la relation de plus en plus étroite entre Israël et l'Azerbaïdjan, avec l'Iran comme ennemi commun, a pesé lourd dans le conflit du Haut-Karabakh.

L'avion-cargo Iliouchine 76 en provenance de Bakou (Azerbaïdjan) entame sa descente vers Eilat, dans le sud d'Israël. Quelques minutes plus tard, ce mercredi 13 septembre 2023, le lourd appareil se pose sans encombre sur la piste de la

base aérienne israélienne d'Ovda, la seule du pays autorisée à recevoir ou à envoyer des matières explosives.

Après deux heures passées sur le tarmac, le zinc repart vers la capitale azérie chargé de sa cargaison. Rien d'exceptionnel. Les rotations entre l'Azerbaïdjan et Israël sont nombreuses, comme l'a détecté Flightradar24, un site spécialisé de traçage de vols du trafic aérien dont les données sont tout à fait fiables.

Le 6 mars, *Haaretz* rapportait que, durant les sept dernières années, 92 avions-cargos azéris affrétés par la compagnie azérie Silk Way West Airlines (SW) avaient atterri sur cette base d'Ovda. Un nombre de vols qui, selon l'enquête du quotidien israélien, a considérablement augmenté [en 2020, pendant la guerre](#) menée par Bakou contre la république de l'Artsakh, au Haut-Karabakh. Au milieu, on trouve toujours Silk Way West Airlines. Celle-ci est « *l'une des plus importantes sociétés de fret aérien en Asie et, selon des documents officiels, elle travaillerait pour différents ministères de la Défense étrangers* », explique le site [raids.fr](#).

Nouvelles d'Arménie Magazine

03 octobre 2023

Les Arméniens se voient proposer une « réintégration » en Azerbaïdjan après leur exode

Le gouvernement azerbaïdjanais a rendu public lundi un plan de « réintégration » des résidents arméniens du Haut-Karabakh, un jour après la fin de leur exode massif vers l'Arménie, qui a presque entièrement dépeuplé le Karabakh.

Les autorités sortantes de Stepanakert ont déclaré dimanche en fin de journée que le dernier groupe de résidents avait été évacué par bus et que seuls les dirigeants du Karabakh ainsi qu'une équipe de recherche et de sauvetage et un

petit nombre de civils probablement « désemparés » restaient dans la région. Le gouvernement arménien a indiqué le lendemain que le nombre total d'Arméniens du Karabakh ayant quitté leur patrie depuis l'offensive azerbaïdjanaise des 19 et 20 septembre avait à peine changé au cours de la nuit et s'élevait à 100 520.

« Cela signifie que le flux de personnes [vers l'Arménie] s'est pratiquement arrêté et qu'il ne reste au Karabakh que des fonctionnaires et une infime partie de la population », a déclaré à la presse Nazeli Baghdasarian, porte-parole du gouvernement.

La population du Karabakh s'élevait officiellement à environ 120 000 habitants avant l'exode. Ce chiffre inclut probablement au moins 10 000 Arméniens du Karabakh qui ont fui leurs maisons pendant et après la guerre de 2020, ainsi que des milliers d'autres qui n'ont pas pu retourner au Karabakh en raison du blocus azerbaïdjanais du corridor de Lachin.

Le médiateur des droits de l'homme du Karabakh, Gegham Stepanian, a déclaré que les personnes disposant « d'informations crédibles sur des personnes seules ou désemparées restées dans l'Artsakh » devaient contacter le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Zara Amatuni, porte-parole du bureau du CICR à Erevan, a confirmé que la Croix-Rouge était prête à aider à localiser ces personnes.

« En ce qui concerne les personnes qui restent [au Karabakh,] qui veulent déménager mais qui ne peuvent pas le faire pour certaines raisons - par exemple, un handicap ou d'autres situations qui les ont laissées sans défense - notre organisation essaie de suivre ces cas et de les aider à déménager en Arménie », a déclaré M^{me} Amatuni au service arménien de RFE/RL.

Elle a ajouté que le bureau du CICR avait reçu des centaines d'appels téléphoniques de réfugiés du Karabakh qui avaient perdu le contact avec leurs proches lors de l'exode déclenché par l'offensive azerbaïdjanaise qui a fait au moins 200 morts parmi les soldats et les civils du Karabakh.

Cet exode a ouvert la voie à la restauration du contrôle total de l'Azerbaïdjan sur le Karabakh. Les dirigeants azerbaïdjanais ont nié toute politique délibérée de « nettoyage ethnique » et se sont engagés à protéger les droits des Arméniens du Karabakh désireux de vivre sous le régime azerbaïdjanais.

Bakou a publié lundi un programme en cinq points visant à « réintégrer » ces personnes sur la base de « l'intégrité territoriale et de la souveraineté de l'Azerbaïdjan ». Le document indique que la région sera gouvernée par des

représentants spéciaux nommés par le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev. L'ancien premier ministre du Karabakh, Ruben Vardanyan, l'ancien ministre des affaires étrangères, Davit Babayan, l'ancien commandant de l'armée, Levon Mnatsakanian, et son ancien adjoint, Davit Manukian, ont été arrêtés par les forces de sécurité azerbaïdjanaises alors qu'ils se rendaient en Arménie en empruntant le corridor de Lachin la semaine dernière.

Le procureur général d'Azerbaïdjan a déclaré dimanche que Bakou souhaitait également arrêter et poursuivre environ 300 autres dirigeants politiques et militaires actuels ou anciens du Karabakh. Parmi eux figurent apparemment trois anciens présidents du Karabakh : Arayik Harutiunian, Bako Sahakian et Arkadi Ghukasian. Samvel Shahramanian, l'actuel président, essaierait de convaincre les autorités azerbaïdjanaises de les laisser quitter la région, ainsi que d'autres Arméniens éminents du Karabakh.

Citant une source anonyme du Karabakh, l'agence de presse russe TASS a rapporté lundi que Harutiunian, Sahakian et Ghukasian étaient toujours à Stepanakert à midi, alors que les négociations avec la partie azerbaïdjanaise se poursuivaient.

Nouvelles d'Arménie Magazine

3 octobre 2023

[Gor, 13 ans, originaire de l'Artsakh, a conduit une voiture pendant 55 \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Gor, 13 ans, originaire de l'Artsakh, a conduit une voiture pendant 55 heures pour amener sa

famille d'Artsakh en Arménie (vidéo)

Gor, 13 ans, a conduit seul la voiture familiale pendant 55 heures pour amener sa famille de 8 personnes de l'Artsakh en Arménie. Il n'avait pas d'alternative, écrit le site « Azatutyun » (Liberté).

« Comme mon mari était sur les positions, ils ont dû nous faire sortir du village, les Russes ont dit : venez chez nous, restez à la base. Mon fils nous a fait sortir du village, non seulement notre famille, mais aussi les voisins, deux familles. À son âge, j'ai été surprise de voir comment il y parvenait » raconte sa mère.

Au poste de contrôle du pont de Hakari, les gardes-frontières azerbaïdjanais ont fait descendre le grand-père de Gor, âgé de 70 ans, de la voiture et l'ont emmené.

Il dit qu'ils ont demandé : « Combien d'Azerbaïdjanais avez-vous tués à Khojaly ? Il a attendu en retenant son souffle au poste de contrôle jusqu'au retour de son grand-père, craignant de ne pas pouvoir emmener sa famille en Arménie, et que son grand-père ne revienne pas ».

Gor, 13 ans, né à Khnapat en Artsakh, n'est tombé qu'une seule fois au cours d'un voyage difficile de plus de deux heures, alors qu'ils approchaient du poste de contrôle azerbaïdjanais, mais il l'a surmonté. Il se souvient qu'il a laissé derrière lui sa patrie, son foyer, son enfance.

La sœur de Gor dit qu'ils ont pris quelques poignées de farine d'Artsakh. Lorsque les deux enfants ne pouvaient plus supporter la faim, le cortège avançait pas à pas, la mère devait pétrir la pâte et faire cuire du lavash au bord de la rue. - *« Les gens étaient rassemblés, ils sont venus, nous avons pensé que c'était de la charité, même mes enfants n'y ont pas eu accès. Maman pleurait, j'ai dit : s'il te plaît, ne pleure pas, sortons d'ici sains et saufs. »*

Gor, qui a terminé la 9^e année, toujours à Khnapat, a décidé qu'il devait gagner de l'argent rapidement et aider sa famille. Après avoir passé des jours au volant contre son gré, Gor nettoie chaque jour soigneusement la voiture dans laquelle ils

ont quitté l'Artsakh avec seulement 4 à 5 sacs.

Krikor Amirzayan

Lecture

[55 ժամ մերենայի դեկին. 13 տարեկան տղան ընտանիքին Արցախից Հայաստան է հասցրել](#)
par [Ազատություն](#)

ARMENIE

Nouvelles d'Arménie Magazine

2 octobre 2023

Un soldat Arménien tué et deux autres blessés par des tirs azéris près de Kut dans la région de Gegharkunik à l'est de l'Arménie

Le nom du soldat Arménien tué suite des tirs des forces armées azerbaïdjanaises est connu, il y a également 2 blessés dont leur vie n'est pas en danger.

Le 2 octobre en début d'après-midi, un soldat Arménien est mort et 2 autres furent blessés et 1 mort et 2 blessés à la suite du tir des forces armées azerbaïdjanaises sur le camion transportant de la nourriture aux soldats Arméniens du front près

du village de Kut dans la région de Gegharkunik, à l'est de l'Arménie.

Le ministère de la Défense d'Arménie informe que les unités des forces armées azerbaïdjanaises ont également pris pour cible l'ambulance qui transportait les victimes, ce qui constitue une violation flagrante des normes du droit international humanitaire.

Le militaire Arménien tué est Aram Tigrani Kocharyan de l'unité militaire « N » du ministère de la Défense de la République d'Arménie. Ce dernier exprime ses condoléances et son soutien aux membres de la famille, aux proches et aux camarades militaires du militaire.

Selon la source, la vie des deux militaires blessés n'est pas en danger pour le moment, ils ont été transférés à l'hôpital militaire.

Krikor Amirzayan

France 24

3 octobre 2023

[Le Parlement arménien ratifie l'adhésion à la CPI, un affront selon Moscou \(france24.com\)](https://www.france24.com/fr/armenie/20231003-le-parlement-armenien-ratifie-l-adhesion-a-la-cpi-un-affront-selon-moscou)

Le Parlement arménien ratifie l'adhésion à la CPI, un affront selon Moscou

Après de brefs débats, le Parlement arménien a ratifié mardi le statut de Rome, traité fondateur de la Cour pénale internationale (CPI). Une décision qui suscite le courroux de Moscou, allié traditionnel d'Erevan avec qui les relations se sont considérablement tendues.

Une provocation au regard la [Russie](#). Le Parlement arménien a ratifié mardi 3 octobre l'adhésion à la [Cour pénale internationale](#) (CPI) après de rapides débats sur ce projet qui suscite le courroux de [Moscou](#), allié traditionnel d'Erevan avec

qui les relations se sont considérablement tendues ces dernières semaines.

Les élus se sont exprimés en faveur de la ratification du statut de Rome, traité fondateur de la CPI, à 60 voix contre 22. La Russie voit ce projet d'un très mauvais œil, la Cour ayant émis au printemps un mandat d'arrêt contre le président [Vladimir Poutine](#).

Rejoindre la CPI "créerait des garanties additionnelles pour l'[Arménie](#)" face à l'[Azerbaïdjan](#), avait plaidé lors de l'ouverture des débats mardi Eghiche Kirakosian, un responsable arménien chargé des affaires de justice internationale.

Bakou vient de remporter une victoire militaire éclair, mettant fin au séparatisme des Arméniens du [Haut-Karabakh](#). Erevan, qui accuse la Russie de l'avoir abandonné face à un adversaire bien plus riche et mieux armé, s'inquiète désormais pour la sécurité de son territoire.

PUBLICITÉ

Ratifier ce statut garantit qu'une potentielle invasion de l'Arménie "relèvera de la compétence de la CPI", ce qui aura un "effet dissuasif", avait déclaré Eghiche Kirakosian devant les élus arméniens.

Contradictions

L'Arménie avait signé le statut de Rome en 1999 mais ne l'avait pas ratifié, évoquant alors des contradictions avec sa Constitution - un obstacle levé depuis.

Les partis d'opposition, qui contrôlent 36 des 107 sièges au Parlement, avaient protesté contre l'ouverture des débats un peu plus tôt en quittant la séance.

Tsovinar Khatchatrian, porte-parole du Parlement, avait d'abord annoncé que le vote aurait lieu mercredi.

Le projet arménien suscite la colère de la Russie, le Kremlin avait jugé jeudi que le simple fait d'envisager une adhésion était "extrêmement hostile".

"Nous espérons bien sûr que ces décisions ne vont pas avoir d'impact négatif sur nos relations bilatérales", avait ajouté le porte-parole de la présidence russe Dmitri Peskov.

Le responsable arménien, Eghiche Kirakosian, a assuré avoir proposé à la Russie de signer "un accord bilatéral" pour apaiser ses inquiétudes, sans donner davantage de précisions.

Les relations entre l'Arménie et la Russie traversent une zone de turbulences. Erevan, qui s'était rapproché de l'Occident ces derniers mois, s'est sentie lâché pendant la récente offensive de l'Azerbaïdjan au Haut-Karabakh - ce que le Kremlin nie.

La Russie avait déployé il y a trois ans une force de maintien de la paix dans ce territoire après une brève attaque de l'Azerbaïdjan. Mais ses troupes n'ont pas bougé lors de la dernière offensive éclair de Bakou.

Mardi, le ministre russe de la Défense Sergueï Choïgou a pourtant applaudi l'action de ce contingent, remerciant les soldats pour leur "altruisme et professionnalisme, qui ont permis d'éviter de nouvelles victimes".

Au total, près de 600 morts sont à déplorer dans le sillage de l'offensive.

Guerres

Depuis, l'enclave a été presque entièrement désertée par ses habitants, avec plus de 100 000 réfugiés - sur les 120 000 habitants y vivant officiellement - ayant fui en Arménie par crainte de représailles de l'Azerbaïdjan.

Les séparatistes du Haut-Karabakh, jamais reconnus par la communauté internationale, se sont opposés pendant plus de trois décennies à Bakou, notamment lors de deux guerres entre 1988 et 1994 et à l'automne 2020.

Ces affrontements ont empoisonné les relations entre Arménie et Azerbaïdjan, qui se vouent une haine tenace.

L'Arménie avait aussi accusé les troupes azerbaïdjanaises d'avoir violé sa frontière en mai 2021 pour prendre le contrôle d'une petite partie du territoire frontalier.

Avec AFP

3 octobre 2023

[Haut-Karabakh: l'Arménie demande à l'Union européenne de sanctionner l'Azerbaïdjan - l'Opinion \(lopinion.fr\)](#)

Haut-Karabakh: l'Arménie demande à l'Union européenne de sanctionner l'Azerbaïdjan

Erevan a exhorté lundi Bruxelles à sanctionner l'Azerbaïdjan pour son opération militaire dans l'enclave du Haut-Karabakh, et a mis en garde contre une attaque de Bakou sans mesures fermes venues des pays occidentaux

Un bus transportant des Arméniens du Haut-Karabakh arrive à Kornidzor, en Arménie, le 30 septembre (photo d'illustration) - SOPA Images/SIPA

Si de hauts fonctionnaires de l'Union européenne (UE) et les dirigeants de nombreux pays membres ont condamné les actions de l'Azerbaïdjan dans le Haut-Karabakh, les Vingt-Sept n'ont jusqu'à présent pris que peu de mesures concrètes en réponse à la crise, hormis l'octroi d'une aide humanitaire.

C'est dans ce contexte que l'Arménie a exhorté lundi 2 octobre Bruxelles à sanctionner Bakou pour son opération éclair de 24 heures conduite dans l'enclave, au terme de laquelle [les forces séparatistes arméniennes ont été contraintes de capituler le 20 septembre](#). Comme sanction, l'UE pourrait plafonner les prix du pétrole et du gaz azerbaïdjanais ou encore suspendre les négociations visant à renforcer les relations avec Bakou, a proposé Tigran Balayan, l'envoyé arménien auprès de l'UE.

« **Attaque imminente** ». Il a également exhorté l'Occident à fournir une assistance « audacieuse » à l'Arménie en matière de sécurité. « Ce n'est pas seulement l'opinion du gouvernement arménien, mais aussi celle de nombreux

experts, y compris de certains Etats membres de l'UE, qu'une attaque contre l'Arménie est imminente », a prévenu Tigran Balayan lors d'une interview accordée à Reuters à Bruxelles.

Erevan a accusé l'Azerbaïdjan de nettoyage ethnique, ce que Bakou dément. Bakou a également insisté sur le fait qu'il n'avait pas l'intention d'attaquer l'Arménie. Tigran Balayan estime de son côté que les garanties du président azerbaïdjanais, Ilham Aliev, ne sont pas dignes de confiance, alors qu'il avait promis de ne pas attaquer [le Haut-Karabakh](#). L'UE dispose de nombreux outils pour faire pression sur Ilham Aliev, et l'enclave a payé un lourd tribut car le bloc n'en a encore pas fait usage, a-t-il également ajouté.

Difficile consensus. Des diplomates estiment en effet que les membres de l'UE peinent à trouver un consensus. Certains, comme la France et les Pays-Bas, souhaitent envisager des mesures sévères, tandis que d'autres, comme la Hongrie et la Roumanie, y sont réticents. Le président azerbaïdjanais, Ilham Aliev, le Premier ministre arménien, Nikol Pachinian, le chancelier allemand, Olaf Scholz, le président français, Emmanuel Macron, et le président du Conseil européen, Charles Michel, doivent s'entretenir sur la question en fin de semaine, lors d'un sommet à Grenade, en Espagne.

« A moins que certaines lignes rouges ne soient imposées à Ilham Aliev personnellement pour qu'il tienne parole (...), ces efforts seront à nouveau vains », estime Tigran Balayan. Par ailleurs, la ministre française de l'Europe et des Affaires étrangères, Catherine Colonna, est attendue ce mardi en Arménie, où elle doit se rendre au chevet [des milliers de réfugiés ayant fui le Haut-Karabakh](#), comme l'a annoncé dimanche sa porte-parole.

(Avec Reuters)

RUSSIE

Nor Haratch

3 octobre 2023

[Lavrov au sujet de la sortie de l'Arménie de l'OTSC - Nor Haratch](#)

Lavrov au sujet de la sortie de l'Arménie de l'OTSC

Selon l'Agence Tass lors d'une conférence presse qui a suivi la 20ème réunion annuelle du club de débat international « Valda », Sergueï Lavrov, le ministre russe des Affaires étrangères a déclaré : *« Les annonces de sortie de l'OTSC, faites depuis Erevan sont le choix souverain des dirigeants arméniens ... Si, comme l'ont annoncé certains dirigeants arméniens, déçus par la Russie et l'OTSC, ils doivent chercher des moyens de renforcer leur propre sécurité parmi leurs partenaires, alors tel est leur choix souverain, le choix des dirigeants arméniens ».*

Dans le même temps, le ministre russe a exprimé l'espoir que les liens qui existent depuis des siècles entre les peuples russe et arménien ne seront pas rompus.

USA

Nouvelles d'Arménie Magazine

03 octobre 2023

[Washington renouvelle son appel à une mission d'observation - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](https://www.armenews.com/fr/actualites/washington-renouvelle-son-appel-a-une-mission-d-observation)

Washington renouvelle son appel à une mission d'observation

Les Etats-Unis ont réitéré lundi leur appel en faveur d'une mission internationale d'observation au Haut-Karabakh, afin de garantir le droit au retour de dizaines de milliers d'Arméniens ayant fui l'ex-région RHK.

« Nous réitérons notre appel à une mission d'observation internationale et indépendante » dans l'ex-enclave, afin de « rassurer la population et garantir le droit et la sécurité de tous ceux qui souhaitent y retourner », a déclaré à la presse le porte-parole du département d'Etat, Matthew Miller.

Or, a-t-il ajouté, « l'Azerbaïdjan a donné des garanties en ce sens. Nous pensons qu'il devrait y avoir une mission de surveillance internationale sur place pour les observer et les garantir ».

Après une offensive éclair des forces azerbaïdjanaises en septembre, la quasi-totalité de la population arménienne a fui la république autoproclamée du Haut-Karabakh, qui a annoncé sa dissolution au 1^{er} janvier 2024.

Après la fin de l'Empire russe, cette région montagneuse peuplée essentiellement d'Arméniens, qui la considèrent comme ancestrale, fait partie de l'Azerbaïdjan. Elle a proclamé unilatéralement son indépendance en 1991 après la chute de l'Union soviétique, avec le soutien de l'Arménie.

Une mission de l'ONU composée de membres de pays hostiles à l'Arménie et proche de l'Azerbaïdjan a pu visiter dimanche le Haut-Karabakh, pour la première fois depuis environ 30 ans, afin soi-disant d'y évaluer les besoins humanitaires.

Par ailleurs, le porte-parole de la diplomatie américaine a refusé de se prononcer sur le fait de savoir si Bakou avait commis un « nettoyage ethnique » au Haut-Karabakh, comme l'en accuse l'Arménie.

« Nous prenons toute allégation de génocide ou de nettoyage ethnique ou autres atrocités au sérieux. Et nous n'hésiterons pas à prendre des mesures appropriées pour répondre aux allégations d'atrocités et à ce que les responsables rendent des comptes », a-t-il affirmé.

« Mais, comme toujours, la détermination d'un génocide ou d'un nettoyage ethnique est un processus délibéré, basé sur des preuves, et ce n'est pas quelque chose que je peux dire avec une quelconque finalité ici à ce podium », a-t-il dit.

Washington, 2 oct 2023 (AFP) -

par [La rédaction](#)

FRANCE

Nouvelles d'Arménie Magazine

3 octobre 2023

[La citoyenneté d'honneur de la ville de Paris attribuée aux Arméniens du \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

La citoyenneté d'honneur de la ville de Paris attribuée aux Arméniens du Haut-Karabakh

Sur proposition de l'Exécutif, le Conseil de Paris a voté à l'unanimité ce matin un

vœu pour que

la citoyenneté d'honneur de la Ville de Paris soit attribuée aux arméniens du Haut-Karabagh (Artsakh). Voir le document ci-dessous.

La video de la Séance [ici](#) à partir de 02:09:18

France 24

1 octobre 2023

[Haut-Karabakh : des milliers de manifestants en France et en Belgique en soutien aux Arméniens \(france24.com\)](#)

Haut-Karabakh : des milliers de manifestants en France et en Belgique en soutien aux Arméniens

De nombreux rassemblements se sont tenus en France et en Belgique, dimanche, pour soutenir les Arméniens ayant fui le Haut-Karabakh, l'enclave séparatiste récemment reprise par l'Azerbaïdjan. À Bruxelles, à Marseille, Lyon, Clermont-Ferrand ou encore Châteauroux, des milliers de manifestants ont réclamé une action plus forte de la communauté internationale.

Des manifestations pour plus de soutien et de solidarité avec les réfugiés du [Haut-Karabakh](#). En Belgique et dans de nombreuses villes françaises, de nombreux rassemblements se sont déroulés, dimanche 1er octobre, en soutien [aux Arméniens ayant fui le Haut-Karabakh](#), reprise par l'[Azerbaïdjan](#) après une offensive éclair.

Les séparatistes arméniens, qui ont contrôlé le Haut-Karabakh pendant trois décennies, ont capitulé et accepté de déposer les armes la semaine dernière,

après une offensive éclair de [l'Azerbaïdjan pour reconquérir ce territoire](#). Depuis, l'enclave a été presque entièrement désertée par ses habitants, plus de 100 000 réfugiés ayant fui en [Arménie](#) par crainte de représailles de l'Azerbaïdjan.

Le maire de Marseille dénonce la "trahison" de l'Europe

À Marseille, plus d'un millier de personnes, selon la police, et "près de 5 000", selon les organisateurs, se sont rassemblées au Vieux-Port. "Nous sommes ici pour dénoncer le silence de la communauté internationale", a lancé Julien Harounyan, président du conseil de coordination des associations arméniennes de France pour le sud du pays. "Le message est clair : le Karabakh c'est l'Arménie".

De son côté, le maire de Marseille, Benoît Payan, également présent, a notamment appelé la France à "bloquer les avoirs" du président de l'Azerbaïdjan, Ilham Aliev, et estimé que l'Europe "trahit ses valeurs quand elle décide d'acheter aux Azéris le gaz qu'elle ne peut plus acheter en Russie, (... qui) est derrière cette manipulation".

À Lyon, environ 500 personnes ont participé. Le président français "[Emmanuel Macron](#)" a pris position contre le gouvernement azéri. Mais il manque d'actions. Aujourd'hui, on attend que ce soit la France, l'UE, (qui) réagissent réellement à ce qui est en train de se passer parce que c'est alarmant", a dit à la presse Annabelle Jallud, 38 ans, présidente de la maison de la culture arménienne à Décines (Rhône).

Environ 80 personnes ont participé à Clermont-Ferrand et entre 100 et 150 à Châteauroux, selon les organisateurs.

Les participants, à l'appel du réseau d'organisations "Europeans for Artsakh", nom arménien du Haut-Karabakh, accusent l'Azerbaïdjan de mener un "nettoyage ethnique" dans cette région, dont la quasi-totalité de la population arménienne a fui en quelques jours. L'Azerbaïdjan réfute ces accusations et assure que les habitants de l'enclave sont libres de partir ou de rester.

Marseille compte une importante communauté d'origine arménienne, généralement estimée à quelque 80 000 personnes, arrivée notamment dans les années 1920 après les massacres et déportations par les troupes de l'empire

ottoman.

"Vends 2000 ans de civilisation arménienne contre du gaz azéri"

Des milliers de personnes ont manifesté dimanche à [Bruxelles](#), siège des institutions de l'UE, avec les mêmes mots d'ordre.

Dans la capitale belge, des milliers d'Arméniens, venus de plusieurs pays européens, ont convergé vers Bruxelles pour dénoncer la "complicité" de l'Europe après l'opération militaire azerbaïdjanaise au Haut-Karabakh. Les dirigeants européens sont "des criminels envers le peuple arménien, ils font couler le sang du peuple arménien", a lancé l'une des organisatrices de cette manifestation, Talline Tachdian, devant ces milliers de personnes, souvent des jeunes, venues de France, Belgique, Pays-Bas et Allemagne.

Une cinquantaine de cars ont fait le voyage depuis l'Île-de-France, où vit une partie de la communauté arménienne de France, l'une des plus importantes d'Europe.

Regroupés Rond-Point Schumann, au cœur de l'Europe des institutions, ces manifestants s'en sont pris avec émotion et colère à l'[Union européenne](#), coupable, selon eux, de fermer les yeux sur le drame des Arméniens en échange du gaz azerbaïdjanais que l'UE achète pour compenser en partie la perte du gaz russe.

"Vends 2000 ans de civilisation arménienne contre du gaz azéri", pouvait-on lire sur une pancarte brandie par un manifestant. Sur une autre, affichant une photo de la présidente de la Commission européenne serrant la main du président azerbaïdjanais [Ilham Aliev](#), c'est la complicité de l'UE avec Bakou qui est dénoncée.

Quelque 10 000 personnes étaient présentes à Bruxelles, selon les organisateurs. La police de la capitale belge les a estimées à plus de 3 000, précisant qu'il s'agit d'une estimation faite en début de rassemblement.

L'ancien ministre français des Affaires étrangères [Bernard Kouchner](#) a fait le déplacement pour apporter son soutien à la cause arménienne.

Les maires de grandes villes françaises signent une tribune à l'attention de l'UE

Dans une [tribune publiée dimanche sur le site du journal français Le Monde](#), des maires de grandes villes françaises et d'autres élus appellent "la France et l'Union européenne (à) poser des actes forts en faveur de la protection des populations et du processus de paix".

"Si le président azerbaïdjanais n'entend ni les appels du secrétaire général des Nations unies ni ceux des chefs d'État européens, des sanctions économiques devront être prises", réclament les signataires, dont les maires de Paris [Anne Hidalgo](#) (PS), de Marseille Benoît Payan (divers gauche), de Lyon Grégory Doucet (EELV), de Nice [Christian Estrosi](#) (Horizons) ou de Strasbourg (Jeanne Barseghian (EELV), ainsi que les présidents de plusieurs régions.

Avec AFP

BFMTV

1 octobre 2023

[Haut-Karabagh: l'ambassadrice de l'Arménie se demande ce qui "retiendrait" l'Azerbaïdjan d'attaquer son pays \(bfmtv.com\)](#)

HAUT-KARABAGH: L'AMBASSADRICE DE L'ARMÉNIE SE DEMANDE CE QUI "RETIENDRAIT" L'AZERBAÏDJAN D'ATTAQUER SON PAYS

Invitée sur le plateau de BFMTV, l'ambassadrice d'Arménie en France Hasmik Tolmahian demande à la communauté internationale d'imposer des "sanctions" à

Bakou pour freiner une invasion de l'Arménie.

Face à la situation que connaît **une partie de son peup**

...